



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Strasbourg, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier
BP 129
54700 Pont-À-Mousson

Références : 2025_408
Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT GOBAIN PAM implantée sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, fabrique des canalisations en fonte ductile.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Données de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.3.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.3.13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.1	Sans objet
5	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13.2.2.	Sans objet
8	Applicabilité AM Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 1	Sans objet
9	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'établissement s'est approprié le sujet de la sobriété hydrique. Cependant, l'action permettant d'affiner la connaissance des consommations du site via la pose de compteurs dont la mise en œuvre, initialement prévue en 2020, ne le sera qu'en 2025. L'augmentation du taux de recirculation visant à réduire le prélèvement d'eau pose des problèmes techniques inattendus qui retardent les bénéfices escomptés. L'inspection demande à

l'établissement d'actualiser pour mi-2026, le bilan transmis en 2019, grâce aux retours des nouveaux compteurs et de lui transmettre les nouvelles actions de sobriété hydrique qui en découleront.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.1					
Thème(s) : Actions nationales 2025, Approvisionnement en eau					
Prescription contrôlée :					
les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	D é b i t maximum des puits (m ³ /h)	Prélèvement annuel (moyenne journalière)	Utilisation	
E a u superficielle	Canal latéral de la Moselle		50 000 m ³ /h	E a u industrielle	
E a u de source	Fontaine des Corbeaux		100 m ³	Chaudière Babcock	
E a u souterraine	P u i t s Fonderie	85		E a u industrielle	
E a u souterraine	P u i t s Dénoyage ensilage	250		E a u industrielle	
E a u souterraine	P u i t s Mélangeur 5	200	4500 m ³	E a u industrielle	
E a u souterraine	Puits Clos Jean	50		E a u industrielle/A EP	
E a u souterraine	P u i t s Mougenot	100		E a u industrielle/A EP	
E a u souterraine	Puits station énergie	120		E a u industrielle/A EP	

R é s e a u P u b l i c			4 m ³	Alimentation du village entreprise	
----------------------------	--	--	------------------	--	--

Constats :

Par courriel du 7 mars 2025, l'exploitant a transmis les relevés mensuels de prélèvement en eau souterraine et eau superficielle de 2018 à 2024. L'exploitant nomme de façon différente de l'arrêté préfectoral 4 puits sur 6 :

- Le puits 1 correspond au puits Clos Jean. Il se trouve au niveau de l'ancienne zone d'habitation de Saint Gobain, dénommée Clos Jean. Il n'est plus utilisé (cf point de contrôle n°2) ;
- Le puits 2 correspond au puits Mougenot ;
- Le puits 3 correspond au puits Station énergie ;
- Le puits Fonderie n'est plus utilisé. Son emplacement n'est pas connu (cf point de contrôle n°2).
- L'eau de Puvénelle qui n'est plus utilisée, mais reste utilisable et correspond à l'eau de source - Fontaine aux Corbeaux. La chaudière Babcock qu'elle alimentait n'existe plus.

L'eau dite "industrielle" est utilisée pour le refroidissement des installations. Elle est issue de la Moselle (2,9 Mm³), du puits dénoyage ensilage (485 000 m³) et de puits Mélangeur (443 000 m³). Les données de prélèvement indiquées entre parenthèses sont celles de l'année 2023.

L'eau dite "potable" issue des puits Mougenot (puits 2) et Station énergie (puits 3) est utilisée principalement pour le procédé de cimentation et en secours de l'eau de Moselle pour le refroidissement (311 000 m³).

L'établissement n'est pas alimenté par le réseau d'alimentation en eau potable communal. Les sanitaires sont alimentés par l'eau de puits 2 et 3 qui subit une chloration. La proportion d'utilisation sanitaire de l'eau n'a pas pu être précisée.

	Eaux de surface	E a u x souterrai nes	total	N b d e j o u r s travaillés déclarés d a n s G E R E P	Moyenne journalièr e eau de surface (m ³ /j)	Moyenne journalièr e eaux souterrai nes (m ³ /j)	Consom mation spécifiqu e (m ³ /t)
Déclarati o n G E R E P 2 0 2 1	2771274	1286120	4057394	306	9056	4203	16,6
Déclarati o n G E R E P 2 0 2 2	3217074	1310948	4528022	286	11248	4584	19

Déclarati o n G E R E P 2 0 2 3	2935191	1238710	4173862	228	12874	5439	24,8
Déclarati o n G E R E P 2 0 2 4	3260998	1183216	4444214	337	11284	3511	21,9

Au regard des éléments fournis dans GERE P, en 2022 et 2023, le prélèvement annuel en moyenne journalière prescrit par l'arrêté préfectoral est dépassé pour les eaux souterraines. Il est respecté en 2024. L'exploitant a indiqué qu'il a déclaré le nombre de jour de fonctionnement de l'atelier centrifugation or l'usine fonctionne toute l'année sauf pendant les 4 semaines d'arrêt annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Abandon de forage

Prescription contrôlée :

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à -5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol)

Constats :

L'exploitant a indiqué que le puits "Clos Jean" et le Puits "Fonderie" ne sont plus utilisés. Cependant, il n'a pas été en mesure de préciser s'ils ont fait l'objet d'une déclaration d'abandon ou des mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral. Il devra le préciser à l'inspection sous 1 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra préciser à l'inspection sous 1 mois si le puits Fonderie et le Puits Clos Jean ont fait l'objet d'une déclaration d'abandon et/ou des mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature (interne ou milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan du réseau primaire "eaux industrielles" (Moselle, puits M5, puits dénoyage ensilage), mis à jour en septembre 2022 et le plan du réseau primaire Eau Potable - Puits Mougenot (puits n°2) et Station Energie (puits n°3) - mis à jour en février 2018. Il a précisé que ce dernier n'est pas à jour, des modifications ayant été faites pour réparer une fuite. Le réseau primaire s'étend du point de prélèvement jusqu'à l'entrée de chaque atelier. Les plans du réseau secondaire (de chaque atelier) n'ont pas été examinés par l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan du réseau "Eau potable" et le tenir à disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.3.2.2.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et équipement de l'ouvrage
Prescription contrôlée :

[...]

Toutes les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique.

Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Constats :

Par courriel du 7 mars 2025, l'exploitant a transmis le relevé mensuel des compteurs sur chacun des puits, y compris le puits clos Jean (puits n°1) non utilisé, l'eau de Puvenelle et sur le prélèvement dans le Canal depuis 2018. Il manque les relevés de novembre et décembre 2024.

Les relevés d'index ou de consommation réalisés par l'inspection sur site ne sont pas cohérents avec les éléments transmis préalablement à l'inspection ou présentés lors de l'inspection pour :

- le puits ensilage : index relevé sur site : 350 973 ; index indiqué dans le registre au 23/3/2025 présenté en salle : 3 349 129 ; index à fin octobre dans le relevé transmis préalablement à l'inspection le 7/03/2025 : 3 115 312).
- le puits M5 : index relevé sur site : 138 155 ; index indiqué dans le registre au 23/3/2025 présenté en salle : 137 087 ; index à fin octobre dans le relevé transmis préalablement à l'inspection le 7/03/2025 : 326 193).
- puits 2 : relevé sur site : 1 469 999 ; index à fin octobre dans le relevé transmis préalablement à l'inspection le 7/03/2025 : 1 569 211).
- puits 3 : relevé sur site : 50 216 ; index à fin octobre dans le relevé transmis préalablement à l'inspection le 7/03/2025 : 1 445 730).

Ces incohérences peuvent s'expliquer par le fait que certains relevés portent sur la consommation, d'autres sur l'index. Une indication complémentaire dans le registre permettrait de faire le lien entre les 2.

Sur le canal, il n'y a pas de compteur mais un débitmètre qui assure une mesure en continu et à partir de laquelle le prélèvement journalier est calculé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vous transmettez à l'inspection les relevés mensuels des mois de novembre et décembre 2024 et les éléments permettant de s'assurer la cohérence avec les relevés effectués sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Relevés des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés

sur un registre. [...]
Constats : Le registre présentant le relevé quotidien des compteurs a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.3.13
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique
Prescription contrôlée : <u>Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le réseau interne : Circuit procédé ACC (sortie station traitement rejet interne).</u> [...] La consommation spécifique d'eau est limitée à 8 l m ² . Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de rinçage, • les vidanges de cuves de rinçage, • les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents • les vidanges des cuves de traitement, • les eaux de lavage des sols, • les effluents des dispositifs de traitement des effluents atmosphériques. Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de refroidissement, • les eaux pluviales, • les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la consommation spécifique du procédé ACC. Il devra transmettre les éléments sous 1 mois et veiller à l'ajouter au bilan annuel transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les éléments relatifs au calcul de la consommation spécifique du procédé ACC sous 1 mois et veille à l'ajouter au bilan annuel transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Fin 2015, un dispositif de recirculation d'eau industrielle a été mis en place, permettant de réduire d'environ 70 % le prélèvement d'eau industrielle. Les eaux usées collectées dans le bassin D se déversent dans le bassin de pompage équipé de 2 tours aéro-réfrigérantes (TAR). Depuis ce bassin de pompage s'effectue la recirculation qui rejoint le prélèvement d'eau de Moselle. Le surplus est rejeté à la Moselle.</p> <p>En 2023, le volume annuel recirculé (volume d'eau recirculé / consommation totale du site) s'élève à 61 %. Le volume d'eau recirculé s'élève à 1,6 fois le volume total d'eau prélevé par le site (eau de surface et eau souterraine).</p> <p>Par arrêté préfectoral du 30 août 2018, une étude technico-économique a été prescrite à l'établissement dans le but d'étudier ses consommations d'eau et de mener une réflexion sur les actions de sobriété hydrique. L'exploitant a remis cette étude le 9 août 2019. Lors de l'inspection, l'exploitant a fait un point sur les actions annoncées en conclusion de cette étude. Il a également présenté le bilan d'une étude menée en 2022 par un prestataire ainsi que le plan d'action sobriété hydrique.</p> <p>Le groupe Saint Gobain a pour objectif de réduire de 50 % l'eau prélevée d'ici 2030 par rapport à 2017. Un projet de Contrat Industrie Eau Climat est à l'étude avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse.</p> <p>L'étude de 2019 présentait 5 actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la première sur la mise en place de compteurs d'eau au niveau des principaux ateliers pour une meilleure connaissance de la consommation (seuls 36 % de l'alimentation en eau industrielle du site a pu être associée à des usages et 86 % pour l'eau potable). Elle était proposé pour l'été 2020 et ne sera déclinée qu'au cours de l'été 2025. Il est prévu d'ajouter 17 débitmètres sur le réseau primaire. L'exploitant estime également que certains compteurs sont défectueux, les bilans montrant des incohérences (par exemple, le volume d'eau recirculée est supérieur au volume d'eau arrivant dans le bassin D + le volume rejeté à la Moselle). Il est prévu de remplacer le compteur en entrée du bassin D à l'été 2025. • les 2 actions relatives à des mises en circuit fermé ont été étudiées et n'ont pas été retenues en raison du coût important des travaux au regard de l'économie d'eau qui aurait été réalisée. • l'action sur l'espacement de la purge de déconcentration des eaux de lavage de gaz est en place puisque l'installation tourne actuellement en circuit fermé.

- l'action sur l'augmentation du taux de recirculation : le site de Pont-à-Mousson mise sur l'augmentation du taux de circulation à 80 % voire 90 % (l'exploitant calcule le taux de recirculation par total des arrivées d'eau dans le bassin D / recyclage usine).

Les pompes de recirculation ont été changées en août 2023 de façon à pouvoir adapter le débit de recirculation aux besoins de l'usine, notamment le week-end (auparavant, les pompes de recirculation étaient arrêtées le week-end).

Par ailleurs, la concentration en matières en suspension (MES) a été identifiée comme un paramètre limitant du recyclage des effluents et a conduit à la mise en place d'une floculation en 2024 qu'il a fallu ajuster et qui a conduit à la nécessité de curer le bassin D en août 2024. La recirculation a donc été indisponible temporairement.

Les premiers essais d'augmentation de recirculation n'ont pas été concluants. L'exploitant a identifié des problèmes de dimensionnement du bassin qui, selon lui, est dimensionné pour un taux de recirculation de 70 %. Les travaux de génie civil ont été nécessaires.

Par ailleurs, les bilans de consommation laissent suspecter également la présence de fuites. Des fuites sur le réseau Eau Potable ont été corrigées (respectivement 18 et 14 m³/h). Un diagnostic est prévu pour le 2nd semestre 2025 par une société extérieure. L'exploitant a présenté un bilan entrées d'eau/rejets avec un écart pour l'année 2021 de 400 000 m³ qu'il explique par les fuites, les incertitudes sur les mesures, des contributions non recensées. L'évaporation par les TAR n'est pas mentionnée. L'exploitant l'estime négligeable.

D'autres travaux permettant des économies d'eau ont été réalisés et sont encore prévus comme le remplacement de 2 tours aéro-réfrigérantes (une en avril 2023; l'autre en cours). Un devis est en cours pour une modélisation des réseaux afin d'optimiser la circulation de l'eau. Une prestataire extérieure est depuis 2023, pour 6 mois, recrutée afin d'évaluer les économies possibles selon les secteurs.

Il est à noter que des ré-utilisations en interne des ateliers existent également (réutilisation des purges du secteur énergie, ré-utilisation des eaux de refroidissement via des circuits semi-ouverts (2TAR).

L'inspection constate que le prélèvement d'eau superficielle est en tendance haussière malgré les mesures prises et demande à l'exploitant de transmettre pour mi-2026 (un an de retour d'expérience par rapport aux dernières mesures à mettre en œuvre), une actualisation du bilan des consommations au regard des mesures de réductions mises en place et des compteurs installés. Les nouveaux leviers de sobriété identifiés grâce à ce bilan actualisé seront spécifiés. L'inspection invite également l'exploitant à mener une réflexion sur la régulation et le contrôle des flux d'eau de refroidissement en fonction du besoin réel des équipements (ajustement des températures, mise en place des vannes de régulation, de pilotage...) et l'asservissement des purges des tours aéro-réfrigérantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra pour fin juin 2026, une actualisation du bilan des consommations au regard des mesures de réductions mises en place et des nouveaux compteurs installés. Les leviers de sobriété identifiés grâce à ce bilan actualisés seront spécifiés. L'inspection invite également l'exploitant à mener une réflexion sur la régulation et le contrôle des flux d'eau de refroidissement en fonction du besoin réel des équipements (ajustement des températures, mise en place des vannes de régulation, de pilotage...) et l'asservissement des purges des tours aéro-réfrigérantes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 mois

N° 8 : Applicabilité AM Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Applicabilité AM Sécheresse
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...]
Constats : En 2024, l'exploitant a déclaré consommer 4 444 214 m ³ (données GERE). L'établissement prélève plus de 10 000 m ³ par an. Il est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

Le taux de recyclage est supérieur à 20 % (cf point de contrôle n° 7), l'établissement est donc exempté des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Il est toutefois rappelé que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement (notamment les dispositions relatives aux mesures d'urgence en cas de situation hydrologique critique précisées au chapitre 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 décembre 2010.

Type de suites proposées : Sans suite